

ABONNEMENT

LE CANADA

Journal Quotidien du Soir.

Un An en Ville \$ 4.00

Un An par la Poste . . . \$ 3.00



LE CANADA

OSCAR McDONELL, Directeur de la Rédaction.

LA VALLÉE DE L'OTTAWA

Edition Hebdomadaire du Journal

LE CANADA.

ABONNEMENT

Un An en Ville \$ 2.00

Un An par la Poste . . . 1.00

12eme. ANNEE No 115

OTTAWA, MARDI 9 JUIN 1891

LE NUMERO 2 CENTS

COMMENTAIRES SUR L'ENCYCLIQUE

De conditione officum

Nous publions aujourd'hui les commentaires de quelques journaux de France, sur la dernière Encyclique du Souverain Pontife. Nous reproduisons d'abord les articles du FIGARO et du JOURNAL DES DEBATS, que nous ferons suivre, demain, des commentaires de l'UNIVERS. Inutile d'ajouter que nous ne prenons aucunement la responsabilité de ces opinions.

LE FIGARO

Ceux qui trouvent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes doivent tout de même être un peu étonnés de voir le Pape s'occuper de la question sociale. Léon XIII apporte aux inquiétudes du vieux monde, à son désir de faire mieux une bonne volonté évidente; par malheur, son infatigabilité ne s'étend point jusqu'à ces matières d'ordre physique et purement mondain; pas plus qu'un économiste ou un simple journaliste, il n'a pu indiquer la panacée qui concilierait le travail et le capital. L'Eglise a toujours fait du socialisme en ce sens qu'elle a toujours largement enseigné et pratiqué la charité. Les grandes fondations monastiques furent très longtemps l'intermédiaire entre les puissants et les faibles; on peut même dire qu'elles furent une soupape de sûreté au profit de la noblesse et du clergé pendant les durs siècles du moyen-âge. Aujourd'hui la direction matérielle des choses de ce monde a échappé définitivement à l'Eglise; elle s'appuie maintenant sur une série de contrats purement civils, librement consentis, étrangers à toute question mystique. Sans doute toute mieux valdrait, comme le demande Léon XIII, que l'Eglise fût encore l'âme de toutes les transactions sociales, mais cela n'est pas et ne sera plus. La solution ne viendra donc pas de ce côté; la trouvera-t-on dans les associations et les corporations que recommande l'Encyclique? Par malheur, les corporations d'autrefois, qui n'avaient ni chemins de fer ni télégraphes, échappent aujourd'hui à la fraternité bienveillante qui les caractérisait; elles s'appellent syndicats ouvriers ou chambres syndicales; elles fonctionnent ou décrètent les grèves. Là évidemment manque un modérateur! Que l'Eglise essaie de l'être, je le comprends, mais j'ai le regret de croire qu'elle n'y réussira pas.

LE JOURNAL DES DEBATS

Des hommes très peu nombreux, opulents et extrêmement riches ont imposé un joug pesant sur la multitude infinie des prolétaires. Cette phrase et plusieurs autres du même genre ne se rencontrent pas, comme on pourrait le croire, dans quelque Manifeste socialiste, mais dans l'Encyclique que le pape vient d'adresser aux prêtres catholiques, et donc le texte latin est sous nos yeux. Elle est écrite dans le style fleuri et facile dont Léon XIII a le goût et l'habitude. Les périphrases les plus rugueuses y sont employées pour désigner les grèves, les Sociétés de secours mutuels et d'autres termes d'économie politique. Mais, si la forme est très pure et très classique et que les idées sont de plus modernes. L'Encyclique du 15 mai 1891 mérite d'être lue, non seulement par son caractère d'actualité, mais par son caractère d'intérêt qu'une simple curiosité littéraire. Malgré la citation que nous en avons fait plus haut, elle n'est nullement l'œuvre d'un socialiste. Le Pape y défend, en excellents termes la propriété individuelle, le droit de succession et, par endroits, le principe de la liberté des contrats. Il combat avec beaucoup de rigueur la théorie de l'Etat-providence, et

fort à la mode en ce moment. Il met les ouvriers en garde contre les excitations, les déclamations et les promesses des agitateurs, qui les exploitent. Il leur rappelle le passage de l'Ancien Testament qui condamne l'homme à gagner en travaillant le pain de chaque jour. Cet argument théologique est, à vrai dire, une arme à deux tranchants. Si les orateurs du quatrième Etat songeaient à discuter sur les textes de la Bible, c'est le moindre de leurs soucis, c'est de manderait pourquoi la loi divine qui proclame la nécessité du travail manuel ne s'applique pas à tout le monde. Mais il est naturel que le Pape ne s'arrête pas à prévoir et à réfuter de pareilles objections. L'appel, aux textes sacrés ne tient d'ailleurs qu'une place très secondaire dans son Encyclique. Toute la première partie, celle où il repousse les doctrines communistes serait aussi bien à sa place dans un Traité d'économie politique que dans un document émanant du Saint-Siège. A part quelques phrases malheureuses, le langage en est très net, très ferme et très sensé. Mais le côté original de l'œuvre n'est pas là.

Après avoir rappelé aux riches, dans un second chapitre, leurs devoirs de charité et de bienfaisance, Léon XIII aborde hardiment ce qui est le véritable sujet de son travail: les réformes législatives qui concernent les rapports des patrons et des ouvriers. Recherchons d'abord quelle partie du remède il faut demander à l'Etat. Voilà le problème posé d'une façon très claire. Mais la réponse est, on va s'en convaincre, beaucoup moins précise que la question.

La loi peut-elle, doit-elle imposer un nombre maximum d'heures de travail? On sait comment s'est exprimé, sur ce point, un des dignitaires de l'Eglise catholique anglaise. Le langage du Saint-Siège est moins catégorique. "Il importe", dit l'Encyclique, que le travail "journalier ne dure pas plus longtemps que les forces de l'ouvrier ne le permettent, et, la besogne des mineurs étant particulièrement rude, ce surcroît de difficulté doit être compensé par un raccourcissement de temps." De même, il faut que les enfants travaillent moins que les adultes, et il est bon que la femme ouvrière puisse s'occuper de son ménage. Rien de plus juste. Mais, quelques lignes plus loin, le Pape ajoute que, "lorsqu'il s'agit de déterminer, pour chaque genre d'industrie, le nombre d'heures de travail, on devra éviter l'intervention inopportune de l'autorité publique, à raison de l'extrême variété des circonstances, des temps et des lieux, et s'en remettre de préférence au jugement des Associations dont il sera parlé plus loin, ou trouver un autre moyen de sauvegarder les intérêts légitimes des ouvriers, "sauf à recourir en outre, s'il y a lieu, à la tutelle et à l'aide de l'Etat." C'est, on en conviendra, une solution un peu vague. Les mots "s'il y a lieu", notamment, comportent des interprétations bien diverses. Tout ce qu'il est permis de supposer, c'est que la célèbre formule de la journée de huit heures, le principe d'un maximum unique applicable à tous les pays et à toutes les industries, est repoussé par l'auteur de l'Encyclique. C'est quelque chose, assurément; bien des gens penseront que ce n'est pas assez.

La loi peut-elle, doit-elle fixer un taux minimum de salaires? Ici encore, le cardinal anglais n'a pas hésité. Ici encore, le Pape évite de se prononcer en termes positifs. En lisant l'Encyclique, on voit que la détermination du prix du travail doit être, en thèse générale, réservée à l'entente des parties qui, cependant, "il y a un principe de justice naturelle, plus grand et plus ancien que la volonté des contractants; c'est le principe d'après lequel le salaire doit suffire pour nourrir un ouvrier sobre et de bonnes mœurs."

Mais dans la pratique, comme ut ce principe de justice naturelle sera-t-il appliqué? Quelle en sera la limite? Quelle en sera la sanction? A ces questions, la réponse est la même que celle que nous avons reproduite tout à l'heure à propos de la durée du travail. On a vu si elle est concluante. Quelle doit être la conduite des autorités en cas de grève? La suspension du travail, dit l'Encyclique ne porte pas seulement préjudice aux patrons et aux ouvriers eux-mêmes, mais à l'industrie entière et elle met en péril la tranquillité publique; "par conséquent" il vaut mieux user de moyens légaux préventifs et empêcher le mal d'éclater en écartant d'avance ce que les patrons et les ouvriers ont de commun. C'est du moins ainsi que nous traduisons le texte latin assez obscur en cet endroit. Mais quels sont les moyens légaux propres à prévenir les grèves? Nous en avons vainement cherché l'indication dans l'Encyclique.

On le voit, toute cette troisième partie du document pontifical nous révèle plus de problèmes qu'elle n'en résout. La quatrième et dernière, qui recommande la formation d'Associations ouvrières et de Syndicats mixtes, donnera lieu à moins de controverses. Mais l'ensemble de l'Encyclique désappointera quelque peu ceux qui s'étaient flattés d'y trouver l'indication d'une ligne de conduite précise, un choix explicite entre les deux tendances contraires qui se disputent aujourd'hui le monde catholique. En Amérique, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et en Autriche, les partisans d'une large intervention de l'Etat sont en majorité parmi les économistes soumis à l'Eglise romaine. La doctrine opposée, la doctrine libérale, prévaut en France, les deux partis attendaient de l'Encyclique une sorte d'arrêt. Ils continueront à l'attendre. Chacun d'eux pourra trouver, dans les paroles de Léon XIII, des arguments à invoquer. Rome a parlé, et le procès est loin d'être fini. Ce résultat négatif n'étonnera aucun de ceux qui connaissent les habitudes du Saint-Siège, l'esprit mesuré, prudent et réfléchi du successeur de Pie IX. Mais le simple fait de la publication d'une Encyclique sur les questions sociales est un signe des temps. Il montre avec quelle souplesse l'Eglise catholique essaye de s'accommoder aux idées, aux besoins et aux passions de chaque époque. C'est la seule conclusion certaine que l'on puisse tirer de l'Encyclique. Elle suffit pour faire de cette élégante et volumineuse étude d'économie politique un des plus curieux documents que, depuis longtemps, la cour de Rome ait mis au jour.

RESTERONS-NOUS FRANÇAIS? NOUS lisons dans le BULLETIN DE L'ALLIANCE FRANÇAISE publié à Paris, l'appréciation suivante: " Sous ce titre saisissant l'auteur, un Canadien français, a réuni trois conférences qu'il a faites à Québec. Dans la première, il proteste éloquentement contre le projet de supprimer la langue française au Dominion, et il n'a pas de peine à prouver par des textes en main, combien cette mesure serait injuste, attentatoire aux droits acquis, contraire aux déclarations officielles maintes fois répétées des chefs les plus illustres de l'Amérique britannique. Dans la seconde, il raconte les manifestations patriotiques, la douleur filiale et la générosité des Canadiens français pendant la cruelle guerre de 1870. La troisième enfin est une étude des plus intéressantes sur la répartition des races étrangères aux Etats-Unis. Il montre notamment les Anglo-Saxons attirés de plus en plus vers le sud de l'Union par l'exploitation et les Canadiens Français, déjà au nombre de 800,000, s'infiltrant peu à peu dans les Etats du nord-est, dits de la Nouvelle-Angleterre. M. Faucher de Saint-Maurice qui a fait ses preuves de vaillance dans l'armée française, manie la plume comme l'épée. Sa parole alerte et vigoureuse va droit au cœur. A la lire, on éprouve le vif regret de ne l'avoir point entendu. La lecture de la brochure de M. Faucher de Saint-Maurice a inspiré l'idée d'un livre de M. Gailley de Tau-

rine, le fils du sénateur français si connu. Dans une lettre qu'il écrit à l'un de nos compatriotes, on lit les lignes suivantes: " Je suis revenu du Canada avec une grande admiration pour la nation canadienne et une grande foi dans l'avenir de la France catholique d'Amérique. C'est cette admiration, c'est cette foi que je voudrais essayer de contribuer à répandre en France. Aussi vais-je écrire un livre dans le genre " Resterons-nous Français ? " " Voici les sujets que je traiterai: 1. La population Canadienne-française, son accroissement sur son propre territoire; les progrès qu'elle a faits dans les provinces d'origine anglaise. 2. Du territoire des Canadiens français: ce qu'ils occupent aujourd'hui; ce qu'ils pourront occuper un jour. Avantage de ce territoire qui lui permet, par sa situation ses moyens de communication, ses productions, de devenir le siège d'une nation nombreuse. 3. Du sentiment national des Canadiens français. De leur foi dans la mission qu'ils ont à remplir en Amérique. De leur littérature nationale. 4. De la situation économique du Canada. De ses relations économiques avec l'Angleterre, les Etats-Unis et la France. Telles sont les idées que M. Gailley de Tourelles va développer dans l'ouvrage qu'il écrit en ce moment. Nous attendons son apparition avec impatience et nous sommes certain qu'il sera à la hauteur de la réputation de M. Gailley et du peuple Canadien français.

LE COLONEL LEBEL Une dépêche de Paris annonce la mort du colonel Lebel, inventeur du fusil de petit calibre qui porte son nom et dont est muni aujourd'hui l'armée française. Depuis plusieurs mois le colonel Lebel était très souffrant, et l'état de sa santé ne s'était pas amélioré. Il avait, sur sa demande, été mis à la retraite par décret du 25 novembre dernier. A l'occasion de son départ du 2e corps d'armée, dans lequel il commandait le 120e régiment d'infanterie de ligne, le général de Coles, commandant le 2e corps, adressa aux troupes placées sous ses ordres un ordre du jour des plus élogieux pour le colonel Lebel. Le général de Coles disait dans cet ordre du jour: " La capacité, la haute intelligence, les brillants services de ce vaillant et éminent chef de corps, ses travaux sur les armes de guerre, l'appelation aux premiers grades de l'armée. Son départ causera un véritable deuil dans le 2e corps. On ne saurait apprécier en meilleurs termes les éminents services rendus à la France par le colonel Lebel.

REVOLVER OU COUTEAU Un télégramme de la Nouvelle-Orléans que l'émotion captée dans cette ville par le duel, ou plutôt la rixe, qui a eu lieu entre MM. Du Pré propriétaire-éditeur du Daily States et le docteur Olliphant, président du conseil d'hygiène de l'Etat est loin de se calmer, d'autant plus qu'aujourd'hui les deux adversaires ne se sont battus qu'à coups de revolver, le seul qui ait été blessé, M. Dupré, a reçu un coup de couteau! Ce drame mystérieux est une des suites de l'agitation qui se fait actuellement à la Nouvelle-Orléans, sur la corruption de certains fonctionnaires de la ville. Deux membres du conseil d'hygiène, compromis dans l'affaire, ont été obligés par l'opinion publique, de donner leur démission. Le Daily States a publié à ce sujet un article intitulé, "Eputation incomplète" et demandant la révocation de tout le conseil d'hygiène, y compris le Président. Là-dessus M. Olliphant a adressé le billet suivant à M. Dupré: " Monsieur vous prétendez être l'auteur de l'article de fond qui a paru dans le Daily States de jeudi dernier et qui contient des accusations fausses et calomnieuses à mon égard. Vous êtes si bien connu dans cette ville pour un lâche, un menteur et un traître que je n'ai plus à m'occuper des personnalités que vous faites dans le dit article. C'est au reçu de ce billet que M. Dupré a couru aux bureaux du conseil d'hygiène et a demandé à

voir immédiatement le docteur Olliphant. Comme les employés le faisaient attendre, M. Dupré les a boscoles et a fait irruption dans le cabinet par lequel le président du conseil d'hygiène, qui était justement occupé à examiner son revolver pour s'assurer s'il fonctionnait bien. M. Dupré a ouvert le feu et a tiré quatre coups sur son adversaire. Le docteur Olliphant a résisté; mais ses trois premiers coups ont raté et, au quatrième, M. Dupré est tombé sur le parquet. Les employés du conseil d'hygiène ont fait irruption alors dans le bureau du président, et M. Dupré a été transporté à l'hôpital, où les chirurgiens ont constaté qu'il avait été blessé au visage d'un coup de couteau et non pas d'un coup de revolver. Le docteur Olliphant a été arrêté, et une enquête a été ouverte pour tâcher de savoir qui a donné le coup de couteau à M. Dupré. L'affaire, il est à peine besoin de le dire, a causé la plus grande sensation dans la ville depuis les exécutions sommaires des assassins de M. Hennessey.

NOUVELLE VICTIME DE LA RAGE M. Richard Bartine, un des avocats les plus populaires du comté de Monmouth (New Jersey), après une agonie épouvantable, vient de mourir, à Lock Arbour, près d'Asbury Park, de la rage résultant de la morsure d'un chat. On peut dire que M. Bartine a été victime de son humanité envers les animaux. Un jour du mois de septembre dernier, au sortir de son cabinet, qui était à Asbury Park, M. Bartine rentrait tranquillement chez lui, à Lock Arbour, lorsqu'il traversant le pont qui passe sur le petit lac Dual, il s'est porté au secours d'un chat qu'un gros chien errant mordait et semblait vouloir dévorer. Après avoir chassé le chien, le compatissant avocat a pris dans ses bras le pauvre chat, qui était couvert de sang et affreusement lacéré. Il a voulu le caresser, mais alors le chat, peu reconnaissant, a mordu cruellement son bienfaiteur au pouce. Laisant tomber le chat M. Bartine a été obligé de s'envelopper avec son mouchoir de poche le pouce qui saignait abondamment; puis il s'est remis tranquillement en route. Tandis que M. Bartine se pensait le pouce, le chat s'était calmé et s'était couché à ses pieds, comme s'il eût craint d'être battu. Puis, lorsque l'avocat s'est remis en route, le chat l'a suivi jusqu'à chez lui. A son arrivée chez lui, M. Bartine est entré dans la salle à manger, où il a trouvé sa fille, et lui a raconté sa mésaventure. Le chat était entré aussitôt et s'était couché, sans plus de façon sur un coussin. Mais, quelques instants après, il a sauté sur la table, renversé une lampe et bondi à travers la fenêtre dans la cour, où il est mort après quelques convulsions. Mais c'est M. Bartine n'a attaché aucune importance à sa mésaventure. Après avoir lavé et pansé de nouveau sa blessure au pouce, il a dîné d'excellent appétit. La blessure s'est cicatrisée en très peu de temps, et M. Bartine n'y a plus pensé, si ce n'est deux mois plus tard, en lisant un ouvrage sur la rage. Mais sa fille s'est mise à rire de ses craintes, et il n'a plus été question de la mésaventure. Cependant lundi dernier, M. Bartine se sentit presque subitement indisposé; le lendemain, la seule vue de l'eau ou d'un liquide quelconque le jetait dans de terribles convulsions et tous les symptômes de la rage se manifestaient. Plusieurs médecins de renom ont été appelés en consultation, mais il n'y avait rien faire, et ils n'ont même pas pu soulager ses dernières souffrances d'une façon appréciable. Dans ses intervalles lucides, le malade suppliait les personnes qui le soignaient de s'éloigner de lui de peur qu'il ne le mordît, car il avait parfaitement conscience de la terrible maladie dont il était atteint. M. Bartine était âgé de soixante ans.

L'Étude de Berthé est finie de suite de sorte que, préparé avec des feules imprimées spécialement pour la Maison L. Faucher, 96, rue Jacob, Paris. Elle ne se vend qu'en France accompagnée d'une instruction.

TAPIS-TAPISSERIE

Nous avons reçu aujourd'hui nos magnifiques assortiments de TAPIS, PURE TAPISSERIES. A 27, 31, 35, 39, 48, 52 cents.

Dessins Ravissants, Couleurs Superbes.

DUNDEE SQUARES

EN LARGEURS, 2x2, 2x3, 3x3, 4x5 à 93c, \$1.22, \$1.75, \$2.75 chaque.

RIDEAUX

Nottingham, Point Irlandais, Tainbour et Bruxelles, de 60c à \$20.00.

Departement Special de Portieres

A \$1.72, \$4.50, \$5.75

THOS. LIGGETT

66 et 68 rue Sparks, 1884 rue Notre-Dame, OTTAWA, MONTREAL.

ENTREPOT DE MEUBLES

MEUBLES! MEUBLES!

Nouveaux et a Grand Marche.

AMEUBLEMENTS DE SALON, DE SALLE A MANGER, DE CHAMBRE A COU

CHER DANS TOUS LES GENRES ET TOUS LES PRIX. CITE

Harris & Campbell.

CETTE ANCIENNE ET HONORABLE MAISON DE MEUBLES D'OTTAWA EST CONNUE PAR LE BON MARCHÉ DE SES PRIX ET PAR LA BONNE QUALITE DES ARTICLES QU'ELLE VEND.

Dix pour Cent de Reduction sur tout Achat Argent Comptant.

HARRIS AND CAMPBELL,

Coin des Rues O'Connor et Queen, pres de la Rue Sparks.

GRANDE REDUCTION

Sur toutes les

TAPISSERIES DOREES

PENDANT UN MOIS.

I. F. BELANGER,

159 Rue Bank.

Téléphone No. 92.

Aux Constructeurs et Entrepreneurs

Nous manufacturons les toitures suivantes:

Toitures "Canada Plate" Toitures Métalliques, Toitures en Fer Galvanisé, Toitures en Cuivre.

Douglass & Haines

234 rue Wellington.

Agents des célèbres fournaises "Superior Jewel"

CHARBON.

Les Meilleures Qualités de

Charbon Bitumineux et Anthracite.

Bien Criblé et Tamisé.

O'Reilly & Heney

Bloc Russell, Rue Sparks.

JONG D'OR SOLIDE

25c. pour un Jong valant \$2.

Ce Jong est fabriqué d'une manière spéciale en vue de sa résistance à la chaleur et à la pression.

Il est garanti à la chaleur de 1000 degrés Fahrenheit pendant une heure.

Il est garanti à la pression de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la traction de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la compression de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la flexion de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la torsion de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la rupture de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la déformation de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la vibration de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la corrosion de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la fatigue de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la rupture de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la déformation de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la vibration de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la corrosion de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la fatigue de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la rupture de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la déformation de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la vibration de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la corrosion de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la fatigue de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la rupture de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la déformation de 1000 livres pendant une heure.

Il est garanti à la vibration de 1000 livres pendant une heure.

MILLEUR ORIGINAL DISPONIBLE